



Far: Parti de la Démocratie Ouvrière (IDP), section de l'UIT-QI en Turquie

Après avoir conquis les régions rurales de Damas et de Daraa dans le sud, la dictature de Bachar Al Assad et de ses alliés est maintenant après Idlib. Alors que la Russie et le régime ont commencé des attaques aériennes dans la région, qui compte près de trois millions d'habitants, avec des réfugiés provenant de zones contrôlées par l'opposition, des opérations plus vastes sont encore en préparation. L'armée turque maintient sa présence à Idlib, la zone d "escalade" , selon les processus dit d'Astana, à travers 12 postes d'observation. Astana est la capitale du Kazakhstan, le lieu où, il y a quelque temps, le régime Assad, ses alliés et la Turquie sont convenu de mettre fin au dernier foyer de résistance.

L'opération d'Idlib est la dernière pièce de l'opération "ratissage", menée par Assad et ses alliés. Fin 2015, le régime Assad a lancé des contre-attaques soutenues par l'aviation russe, Hezbollah et l'Iran, qui ont fourni des milices et commencé à s'emparer une à une des régions contrôlées par l'opposition. Les forces du régime se sont d'abord emparées d'Alep, puis de Damas rural, puis de la région de Daraa, où une insurrection avait commencé en 2011. Des groupes armés et des civils vivant dans ces régions capturées ont été réinstallés à Idlib à la suite d'accords conclus avec les forces du régime. Sans tenir compte la région sous le contrôle des milices kurdes, Idlib est restée la seule région hors du contrôle du régime. Sa population a doublé pour atteindre 3 millions d'habitants. Ce précédent révèle le plan, simple et coûteux, d'Assad et de ses alliés : tout d'abord, presser l'opposition d'Idlib en reprenant le contrôle du reste du pays, puis mener la dernière attaque contre Idlib, pour commencer la "période de transition" avec un bras fort pour garantir l'avenir du régime.

Si les forces d'Assad récupèrent complètement la province d'Idlib, par des opérations aériennes et terrestres, ce sera l'acte de guerre le plus sanglant en Syrie, dans lequel des centaines de milliers de personnes ont perdu la vie. Une opération militaire menée dans cette région à forte

densité de population entraînera de nouveaux massacres ainsi que le déplacement de centaines de milliers de personnes, entraînant une nouvelle vague d'exode. Aujourd'hui, près de 2 millions d'habitants d'Idlib survivent grâce à l'aide humanitaire de la Turquie. Une nouvelle attaque aggraverait encore cette situation précaire.

Collaboration impérialiste

Les États-Unis, l'Union Européenne et la Turquie se sont déclarés opposés à une opération contre Idlib pour "raisons humanitaires". Cependant, ils demeurent des collaborateurs implicites du régime Assad dans l'approbation des opérations et des victoires militaires précédentes. La priorité des États-Unis, qui n'ont jamais vraiment été contre le régime Assad au-delà des discours, est de maintenir le contrôle de la partie orientale du pays à travers ses alliés kurdes et d'assurer ainsi la reconnaissance de la population de la région puisqu'il n'y a pas d'attaques contre cette région. Les États-Unis n'ont pas de différences avec Assad ou la Russie au sujet des circonstances actuelles ou de l'avenir de la Syrie.

Les pays de l'Union Européenne, dont le souci premier est d'éviter une nouvelle vague de réfugiés, confient cette prévention à Erdogan. Ils espèrent que la Turquie rendra justice à son rôle de "tampon" en cas de vague de réfugiés. Au lendemain de l'échec de ses politiques racistes et sectaires, le régime Erdogan a utilisé le processus d'Astana pour adopter une attitude politique fondée sur la reconnaissance de l'existence du régime Assad. Et négocier avec la Russie et l'Iran pour préserver leur influence en Syrie. Lors des négociations avec la Russie, la Turquie a accepté de s'emparer des régions contrôlées par l'opposition à Assad en échange de l'autorisation de mener l'opération Afrin et l'opération Bouclier de l'Euphrate dans les régions kurdes de la Syrie. Alors qu'Erdogan semble maintenant s'opposer aux opérations contre Idlib, alors qu'elles se profilent à l'horizon depuis longtemps, il pourrait finalement consentir à l'opération d'Idlib si de nouvelles négociations avec la Russie et l'Iran impliquent des engagements qui bénéficient à la Turquie contre les organisations kurdes syriennes. La priorité actuelle du gouvernement turc est de maintenir la nouvelle vague d'immigration à la frontière syrienne et de remplir au mieux et le plus efficacement possible son rôle de gendarme de l'Union Européenne.

La population d'Idlib est réprimée partout

Les habitants d'Idlib ne sont pas seulement victimes des attaques d'Assad et de ses alliés. Ils essaient également de survivre en luttant contre la répression des groupes islamistes radicaux

qui dominant militairement la région. La force militaire la plus importante à Idlib est Tahrir-al-Sham, qui est composée du Front al-Nusra et qui a des liens avec Al-Qaida. Outre Tahrir'al-Sham, il y a le Front de Libération Syrien, la coalition de plusieurs groupes salafistes, qui contrôle certaines zones de l'Idlib. Ces groupes islamistes mettent en œuvre des pratiques répressives à l'encontre de la population locale et surtout, en même temps, ils font un effort systématique pour détruire les comités locaux et réprimer les militants civils.

Assad et ses alliés montrent l'existence de groupes islamistes armés qu'ils appellent terroristes pour justifier une opération militaire dans la région. En réalité, Assad considère toute personne ou tout secteur de la population syrienne qui est contre lui comme un "terroriste". Son anéantissement est donc justifié. C'est à cause de ces attaques criminelles contre tous les opposants que des centaines de milliers de vies ont été perdues, que la moitié de la population du pays a été déplacée et que plus de 5 millions de Syriens ont dû quitter le pays. Ces faits révèlent ce que signifie réellement "nettoyer la région du terrorisme". Dans le même temps, la population d'Idlib a déjà réalisé plusieurs manifestations et mobilisations contre les mesures répressives des groupes islamistes radicaux. Aujourd'hui, les mêmes personnes d'Idlib essaient de faire entendre leur voix dans le monde entier par des protestations et des actions contre les opérations militaires d'Assad dans leur région.

En tant que socialistes révolutionnaires, nous rejetons fermement les opérations militaires du régime Assad et de ses alliés contre Idlib. De telles opérations militaires à Idlib n'apporteront qu'une nouvelle vague de massacres, de déplacements et d'immigration. Dans le même temps, nous condamnons et rejetons la politique de collaboration et de tricherie des États-Unis, de l'Union européenne et de la Turquie envers et en Syrie. Nous considérons les groupes djihadistes comme la "cinquième colonne" du régime, démontrant qu'ils sont des forces réactionnaires et des ennemis du peuple syrien. Dans ces conditions, toute puissance étrangère - qu'elle soutienne directement Assad comme la Russie, l'Iran et Hezbollah, ou indirectement comme la Turquie ou les États-Unis - devrait quitter la région, et la population syrienne devrait s'autodéterminer dans son avenir, libre des attaques du régime et de la répression islamiste.

Les socialistes révolutionnaires continueront à lutter pour ces objectifs et à maintenir leur solidarité avec le peuple syrien.

12 septembre 2018

Parti de la Démocratie Ouvrière (IDP), section de l'UIT-QI en Turquie